Le souhait de l'équipe de la Voix du Delta est de vous présenter les dossiers essentiels présentés au vote de l'assemblée délibérante en dehors de toute velleité, mais s'appuyant sur la réalité des faits et actes.

Délibération Modificative n°1 du Budget Principal :

Rappelons que le Budget de la Commune a été voté le 22 février dernier, peut-être un peu tôt eu égard à l'importance des modifications concernant les Recettes de Fonctionnement qui amènent cette délibération.

L'état fourni par les services de l'Etat n'est pas joint au dossier du Conseil ce qui rend difficile d'avoir une explication.

Ainsi nous notons un plus de recettes de 609 934 € qui va permettre de couvrir l'achat du terrain du Centre Technique : 540 000 €, non inclus les frais notariés et le portage SAFER qui auraient dû être insérés. On apprend après question posée en Conseil Municipal que le seul montant du portage SAFER s'élève à 42 000 € !

Au bas mot, ce terrain reviendra à plus de 600 000 € si on y ajoute le montant des frais notariés (non communiqués) pour l'implantation très excentrée des Services Techniques. N'aurait-il pas été plus judicieux de réserver un tel investissement à l'implantation d'entreprises non polluantes sur ce secteur qui génèreraient des recettes conséquentes. Précisons qu'en 2006/2007, il avait été acquis, par la précédente Municipalité, un terrain de 2 hectares coté Rue de la Cellulose, où le Centre Technique pouvait être implanté. A l'époque le mètre carré avait été estimé à 13 €, soit un investissement de l'ordre de de 200 000 € frais inclus et ce sans qu'il ait été fait recours à un portage SAFER.

Questions ?

- A quoi sert d'établir un Budget si les prévisions n'incluent pas de telles acquisitions ? En effet, en février 2012 il a été seulement prévu 190 000 € d'achat de terrain...

- Quid de cette acquisition ?

- Que doit-on penser de cette stratégie qui consiste à faire préempter des biens par la SAFER vu le montant exorbitant des frais ?

Halle du marché de Plein Air :

A la dépense globale annoncée dans la presse de 534 000 €, il convient d'ajouter 13 200 € de Frais d'Animation et de Communication soit 547 000 € que nous finançons avec nos impôts puisque les subventions annoncées FISAC et Conseil Régional ne sont pas au rendez-vous.

Modification de la Commission Culture :

Nous apprenons que 3 personnes de cette commission seront remplacées conformément au cadre règlementaire en vigueur. Que dit ce fameux cadre règlementaire présenté en Conseil Municipal du 10 décembre 2008 : "les Commissions ont un caractère permanent. Elles resteront en fonction pendant la durée de la mandature... elles peuvent associer dans le cadre de la démocratie participative des personnes extérieures au Conseil ayant des compétences particulières etc..."

Or, ce 13 juin 2012, l'esprit Démocratie Participative est écorné. En effet, sans en être avisée et sans qu'elle en ait formulé par écrit au Maire un désir de se retirer, il est décidé qu'une personne d'un groupe ne ferait plus partie de la dite Commission.

A noter : ces "personnes extérieures" ainsi nommées en décembre 2008 ne sont pas

convoquées aux Commissions quelles qu'elles soient, depuis fort longtemps. Tout se passe, par conséquent, en dehors de toute application des grandes proclamations de Vie Participative à Biganos.

Réponse de l'Edile à ces questions : -"elles ont du oublier"- parlant des secrétaires. Mais un Maire de doit-il pas se soucier de l'application des engagements qu'il a fait voter en Conseil ? Certains élus eux mêmes sont parfois "oubliés" aux dites Commissions Finance ou Urbanisme par exemple !!